

AMORC
Ordre de la Rose-Croix
Château d'Omonville
27110 LE TREMBLAY

Paris, le 15 mai 2002

Réf.: MT/FM/1017/02

Monsieur,

J'ai pris connaissance de votre courrier du 29 avril 2002.

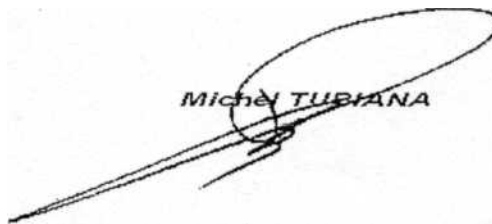
Vous pouvez concevoir qu'il n'est pas dans les habitudes de la LDH de délivrer des certificats de « non-secte ». Cette démarche nous est d'autant plus étrangère que nous avons refusé que le législateur définisse ce que serait une secte. Si nous avons partiellement approuvé la loi qui vient d'être adoptée, c'est uniquement parce qu'elle appréhendait des pratiques et ne donnait aucune définition d'une secte.

Je peux, cependant, vous donner acte de certains faits. Tout d'abord, nous n'avons jamais été saisis d'une plainte à rencontre de l'A.M.O.R.C. Ceci implique, d'une part, que nous n'avons jamais reçu, de la part d'une personne, des récriminations à votre égard mais aussi, d'autre part, que l'A.M.O.R.C n'a pas été évoqué dans les réunions publiques concernant les pratiques sectaires.

Par ailleurs, les statuts de votre association, comme son fonctionnement public ne laissent pas trace de pratiques sectaires.

Au total, je comprends mal comment votre association a pu être inscrite sur une liste d'organisations ayant des pratiques sectaires, méthode sur laquelle, au surplus, la LDH a émis plus que des réserves.

Je vous prie de croire, Monsieur, en l'assurance de mes sentiments les meilleurs.



Michèle TUBIANA